



À la galerie **Papiers Gras**, une exposition retrace un périple maritime et graphique
Sortir ce week-end, pages 20-21

Le Prix Töpffer a été décerné à l'illustrateur **Enzo Guillaume** pour «Les cailloux, ça pousse dans le sol». Rencontre
Culture & Société, page 23



Monde

Suisse
 Economie
 Culture & Société
 La der

STEEVE IUNCKER-GOMEZ

Politique climatique et énergétique

L'accord «historique» de la COP28 l'est-il vraiment?

Dubaï entérine la «transition» vers une sortie des énergies fossiles. Un tour de force ou un petit pas? Sans doute les deux.

Virginie Lenk

Certains le qualifient déjà de compromis historique. D'autres sont plus mesurés, voire carrément déçus. C'est le propre des COP, et le texte arraché ce mercredi matin à l'unanimité après une nuit blanche rappelle la fragilité du compromis climatique, la 28^e conférence des parties à Dubaï ne faisant pas exception à la règle. Alors, de quoi a accouché ce sommet que d'aucuns voyaient déjà voué à l'échec avant même son début?

● «Transition» vers une sortie des énergies fossiles

Le terme d'«historique» n'est pas galvaudé, car c'est bien la première fois de l'histoire des COP que l'une d'entre elles se focalise sur les énergies fossiles. Les plus optimistes, comme l'Union européenne ou les représentants des petites îles aux premières loges du réchauffement, voulaient une sortie («phase out»). Les pays producteurs et les lobbies pétroliers s'y opposaient. Le président de la COP, Sultan al-Jaber, a finalement proposé une «transition vers une sortie des fossiles dans les systèmes énergétiques», sans préciser de date.

Cette déclaration finale a déclenché des réactions partagées. «Le langage n'est pas très fort», regrette Christina Aebischer, conseillère pour l'adaptation climatique de l'ONG Helvetas, alors que la représentante des Samoa a été largement applaudie par la société civile présente dans la salle, après avoir exprimé les réserves de ces États insulaires dont certains ont éteint disparu à la fin du siècle.

Il n'empêche qu'à Dubaï, la pression est clairement montée contre les pays producteurs de pétrole, avec au final un texte qui a l'assentiment de l'Arabie saoudite, un pays qui a souvent affaibli les déclarations finales des COP précédentes. «Que cela vous plaise ou non, la sortie des combustibles fossiles est inévitable, averti sur X le chef de l'ONU, Antonio Guterres. Espérons que cela n'arrive pas trop tard.»



Le président de la COP28, Sultan al-Jaber, embrasse le Monsieur Climat des Nations Unies, Simon Stiell, à l'annonce de l'accord à Dubaï, le 13 décembre 2023. AP PHOTO/KAMRAN JEBREILI

«On est dans un contexte géopolitique extrêmement délicat. C'est quand même un tour de force d'avoir rassemblé l'ensemble des pays, y compris ceux en guerre, sur une trajectoire pour l'avenir postfossile», souligne sur France Inter François Gemenne, coauteur du rapport du GIEC et spécialiste de la gouvernance du climat et des migrations.

«Les Saoudiens sont à bord, c'est surprenant, mais les Chinois aussi, les Américains... c'est inespéré», affirmait encore un négociateur européen juste avant le coup de maillet.

L'accord fait aussi la part belle aux «énergies de transition», allusion au gaz, pour assurer la «sécurité énergétique» des pays en développement, où près de 800 millions de personnes ne disposent d'aucun accès à l'électricité. Comme déjà prévu à Glasgow lors de la COP26 en 2021, les États doivent réduire leur utilisation du charbon. Et les investissements inutiles dans les énergies fossiles doivent disparaître.

Point faible, il n'y a pas de cibles quantitatives concernant les émissions de méthane.

● Booster le renouvelable

En parallèle, les États s'engagent à tripler les capacités d'énergies renouvelables et doubler le rythme d'amélioration de l'efficacité énergétique d'ici à 2030; accélérer les technologies «zéro carbone» et «bas carbone», dont le nucléaire, l'hydrogène bas carbone, et le captage et stockage du carbone encore à ses débuts, défendu par les pays pétroliers qui y voient un moyen leur permettant de prolonger l'exploitation de leurs ressources.

Le texte fait allusion à la marge de manœuvre à notre disposition pour rester dans les clous du +1,5 degré de l'Accord de Paris et atteindre la neutralité carbone en 2050, soit l'équivalent de six années d'émissions actuelles. Et c'est en cela que sera critique la prochaine étape en 2025, lorsque les pays devront présenter leurs nou-

«C'est quand même un tour de force d'avoir rassemblé l'ensemble des pays sur une trajectoire pour l'avenir postfossile.»

François Gemenne
 Coauteur du GIEC

veaux engagements à horizon 2035 et montrer une ambition plus forte sur la réduction des gaz à effet de serre.

● Les limites du financement

L'une des avancées majeures de la COP28 est la concrétisation du fonds destiné à financer les

«pertes et dommages» climatiques des pays vulnérables. Il sera provisoirement accueilli par la Banque mondiale, un compromis cédé par ces derniers. «Une première capitalisation a été actée, rappelle Christina Aebischer, mais il n'est pas encore clair qui sera dans le comité et qui décidera de l'utilisation de ce fonds, alors que c'est crucial. Nous connaissons tous aujourd'hui les problèmes et les solutions.»

De même, les sommes promises pour l'heure à ce fonds sont encore balbutiantes. «Quatre cents millions de dollars, c'est le salaire des trois footballeurs les mieux payés du monde, vous voyez le décalage», a réagi Valérie Masson-Delmotte, climatologue et membre du Haut Conseil pour le climat. «Un fonds vide ne peut pas aider nos citoyens», avait déjà souligné à Dubaï Madeleine Diouf Sarr, présidente du groupe des pays les moins avancés, alors que les pertes se chiffrent en centaines de milliards.

L'UE débloque 10 milliards d'euros pour la Hongrie

Cohésion
 À la veille d'un sommet crucial lors duquel l'adhésion de l'Ukraine doit notamment être abordée, Bruxelles cajole-t-il Orbán?

La Commission européenne a annoncé mercredi qu'elle débloquent 10,2 milliards d'euros de fonds de cohésion destinés à la Hongrie, à la veille d'un sommet européen que son premier ministre, Viktor Orbán, menace de faire dérailler. Le feu vert, qui était attendu, a déjà suscité de vives réactions au Parlement européen, où des élus fustigent la faiblesse de Bruxelles face au «chantage» du premier ministre hongrois.

La Commission a quant à elle expliqué que ce déblocage était dû aux réformes entreprises par Budapest pour respecter une série de conditions visant à améliorer l'indépendance du système judiciaire hongrois. Au total, 21 milliards de fonds européens destinés à la Hongrie sont encore gelés par l'Union européenne (UE).

Viktor Orbán a menacé de bloquer des décisions clés pour l'Ukraine qui sont au menu d'un sommet européen jeudi et vendredi: l'ouverture de négociations d'adhésion à l'UE et l'approbation d'une aide européenne de 50 milliards d'euros - sous forme de dons et de prêts - en faveur de ce pays. Le nationaliste hongrois, seul dirigeant de l'UE à avoir maintenu des liens étroits avec le Kremlin après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, réclame l'organisation d'un «débat stratégique» entre les Vingt-Sept sur l'avenir des relations avec Kiev.

Les présidents de quatre groupes du Parlement européen, Manfred Weber (PPE, droite), Iratxe García Pérez (Socialistes et démocrates), Stéphane Séjourné (Renew Europe), Philippe Lamberts et Terry Reintke (Verts), ont écrit mercredi une lettre à la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, pour exprimer leur opposition à ce déblocage, jugeant que les conditions sur l'indépendance de la justice n'étaient «pas remplies».

Balázs Gaál, du Comité hongrois d'Helsinki (HCC) de défense des droits humains, a indiqué à l'AFP que «les réformes requises par Bruxelles n'avaient eu jusque-là aucun impact substantiel» et qu'«en termes d'État de droit, la Hongrie restait un mouton noir dans l'UE». Il a regretté un «timing catastrophique [...]», à un moment où la Hongrie s'échine à promouvoir le narratif russe dans la guerre contre l'Ukraine. **AFP**